

**DEMANDE DE MODIFICATION D'UNE
ORDONNANCE ALIMENTAIRE EN VERTU
DE LA LOI SUR L'ÉTABLISSEMENT ET
L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES
ORDONNANCES ALIMENTAIRES (ÉEROA)**

Formule A.2

*Cette demande est présentée en vertu de la loi applicable en matière d'établissement et d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires. **

Prov. / terr. / État / pays introductif d'instance	Prov. / terr. / État / pays destinataire
Numéro de dossier du tribunal :	Numéro de dossier du tribunal :
Emplacement du tribunal :	Emplacement du tribunal :
Numéro de l'autorité désignée :	Numéro de l'autorité désignée :

(Réservé à l'administration)

1. La présente DEMANDE DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE est présentée

par

_____, **le requérant**
(Prénom) (Deuxième prénom) (Nom de famille)

contre

_____, **le défendeur**
(Prénom) (Deuxième prénom) (Nom de famille)

Moi, le requérant, je réside en / au / à / dans les _____.
(Province / territoire / État / pays)

2A. Je demande au tribunal de rendre une ORDONNANCE MODIFICATIVE prévoyant ce qui suit :

- La modification du montant global de la pension alimentaire exigible en vertu de l'ordonnance ou de l'accord actuellement en vigueur (_____ \$) par mois pour l'établir à _____ \$ par mois. (La formule K est exigée. D'autres formules pourraient aussi l'être, selon les motifs de la présente demande.)
- La modification du montant d'arriérés de la pension alimentaire exigibles en vertu de l'ordonnance ou de l'accord actuellement en vigueur, pour l'établir à _____ \$ à compter du _____ (aaaa/mm/jj). (Les formules I et K sont exigées. D'autres formules pourraient aussi l'être, selon les motifs de la présente demande.)
- La modification de l'ordonnance en vigueur à compter du _____ (aaaa/mm/jj). (Si la date de début est antérieure à la demande, il faut en expliquer la raison dans la formule K.)
- L'annulation, à compter du _____ (aaaa/mm/jj), de l'obligation de payer une pension alimentaire au profit de _____ (nom de la personne visée). (La formule K est exigée. D'autres formules pourraient aussi l'être.)
- Autre (veuillez préciser) : _____
- La communication périodique des renseignements financiers, s'il y a lieu.

- La communication de toutes ordonnances rendues et des renseignements fournis dans la présente demande à l'autorité compétente chargée de l'exécution.

2B. Service provincial des aliments pour enfant

- Je demande que le montant de pension alimentaire pour enfant soit recalculé non pas dans le cadre d'une audience judiciaire mais par un service provincial des aliments pour enfant si un tel service est offert par la province de résidence du défendeur; s'il existe une ordonnance autorisant le recours à ce service (au besoin); et si l'autorité désignée de cette province détermine qu'un tel service est approprié dans ce cas.

3. Personne qui présente la demande d'ordonnance (le requérant)

REMARQUE : Tous les renseignements contenus dans cette demande, y compris vos coordonnées, seront inclus dans la trousse qui sera envoyée au défendeur et se retrouveront dans le dossier du tribunal, auquel le grand public PEUT avoir accès. Si le fait de fournir votre propre adresse vous préoccupe, vous pouvez en fournir une autre à laquelle il est possible de communiquer avec vous et de vous faire parvenir des documents supplémentaires, notamment de correspondance. Veuillez cocher la case appropriée ci-dessous.

(Prénom) (Deuxième prénom) (Nom de famille)

(Adresse de voirie) (Ville)

(Province / territoire/ État / pays) (Code postal / code Zip) (Téléphone de jour) (Téléphone cellulaire)

(Adresse postale, si différente de l'adresse de voirie) (Télécopieur) (Courriel)

J'ai fourni :

- ma propre adresse
- celle de mon avocat
(nom de l'avocat : _____)
- celle d'une autre personne
(nom de la personne : _____)
- celle de l'organisme auquel mes droits ont été cédés
(personne-ressource : _____)

Comme il pourrait être nécessaire de communiquer avec vous ultérieurement, vous devez informer l'autorité désignée de tout changement d'adresse.

4. Demande d'avis d'audience et demande d'invitation à participer aux audiences (facultatif).

- Je demande qu'on m'avise de toutes les audiences qui feront suite à la présente demande, si les règles et les procédures de l'État pratiquant la réciprocité l'autorisent.
- Je demande qu'on m'invite à assister par conférence téléphonique ou par une autre technologie à toutes les audiences qui feront suite à la présente demande, si les règles et les procédures de l'État pratiquant la réciprocité l'autorisent.

REMARQUE : Si vous cochez cette case, vous devez vous rendre disponible pour participer à toutes les audiences.

5. Un ministère ou un organisme gouvernemental pourrait exiger d'être informé de la présente demande ou d'y prendre part (si les règles de droit applicables le permettent). Veuillez donc cocher la case appropriée :

- Je reçois de l'aide au revenu ou de l'aide sociale, ou j'en ai déjà reçu.
- Le défendeur reçoit de l'aide au revenu ou de l'aide sociale, en reçoit peut-être ou en a déjà reçu.

6. Personne contre qui l'ordonnance est demandée (le défendeur)

(Prénom)	(Deuxième prénom)	(Nom de famille)	
(Adresse de voirie)		(Ville)	
(Province / territoire / État / pays)	(Code postal / Code Zip)	(Téléphone de jour)	(Téléphone cellulaire)
(Adresse postale, si différente de l'adresse de voirie)		(Télécopieur)	(Courriel)

REMARQUE : La demande de renseignements supplémentaires servant à la recherche d'une personne (formule M) est également exigée.

7. Enfant(s) visés par la présente demande

Nom (prénom, deuxième prénom, nom de famille)	Province / territoire / État / pays de résidence au cours des 6 derniers mois	Date de naissance (aaaa/mm/jj)
1.		
2.		
3.		
4.		

Voir page(s) additionnelle(s) ci-jointe(s)

8. Renseignements au sujet d'ordonnances, d'accords ou de procédures judiciaires connexes antérieurs (cochez toutes les cases qui s'appliquent.)

- J'ai un dossier auprès d'un programme d'exécution des ordonnances alimentaires en / au / à / dans les (prov. / terr. / État / pays) : _____. Numéro de dossier : _____
- Il existe actuellement une ou des ordonnances visant le défendeur, le ou les enfants et moi.
Je joins une copie de chaque ordonnance à la présente demande. (Joignez toute ordonnance qui précise ou qui établit les arriérés.)
- Il existe un accord écrit visant le défendeur, le ou les enfants et moi.
- L'accord n'est pas enregistré auprès du tribunal.
- L'accord a été enregistré auprès du tribunal le _____(aaaa/mm/jj).
- Je joins une copie de l'accord et, le cas échéant, des modifications qui y ont été apportées à la présente demande.**

- Il n'y a pas d'action en divorce en cours.
- Une action en divorce est en cours. Elle ne comporte pas de demande de pension alimentaire.
- Un jugement de divorce a été rendu. Il ne contient pas d'ordonnance alimentaire, ou aucune décision n'a été prise relativement à une demande d'aliments en vertu de la *Loi sur le divorce*.
Je joins une copie du jugement et, le cas échéant, des modifications qui y ont été apportées à la présente demande.

9. Les documents ci-dessous sont joints à la présente demande et font partie des éléments de preuve présentés à son appui :

- Demande de pension alimentaire pour enfant Formule C
- Demande de pension alimentaire (si le défendeur ne fournit pas de renseignements financiers) Formule D
- Demande de pension alimentaire pour enfant différente du montant prévu dans la table des lignes directrices Formule E
- Demande de dépenses spéciales ou extraordinaires Formule F
- Demande pour payer un montant de pension alimentaire pour enfant différent du montant prévu dans la table des lignes directrices Formule G
- Pension alimentaire pour le demandeur / requérant Formule H
- Déclaration financière Formule I
- Statut de l'enfant et déclaration financière Formule J
- Preuves à l'appui d'une demande de modification d'une ordonnance alimentaire Formule K
- Toutes les ordonnances alimentaires ou les accords écrits conclus entre les parties ou visant tout enfant à l'égard duquel une pension alimentaire est demandée
- Documents exigés par la province, le territoire, l'État ou le pays où la présente demande sera entendue :

 Voir page(s) additionnelle(s) ci-jointe(s)
- Autre : _____
- Autre : _____

10. Constat d'assermentation

Moi, _____, soussigné(e), je déclare sous serment ou affirme solennellement que les renseignements et les faits contenus dans la présente demande, y compris dans les formules qui y sont jointes, sont véridiques. Je présente ma demande de bonne foi.

FAIT SOUS SERMENT OU PAR AFFIRMATION SOLENNELLE DEVANT MOI

Dans la ville / municipalité de _____

Dans la province / le territoire / l'État / le pays de / du / de l' _____

Le _____ 20 ____.

 Notaire ou autre personne autorisée

 Signature du requérant

 Nom et titre, en lettres moulées, de la personne autorisée devant qui le serment a été fait (p. ex. : commissaire à l'assermentation. Utiliser l'estampille ou le sceau, s'il y a lieu.)

 Date d'expiration de la commission (aaaa/mm/jj), s'il y a lieu

11. Loi applicable : Les règles de droit applicables dans la province, le territoire, l'État ou le pays où réside le défendeur détermineront quelle loi en matière de pensions alimentaires s'appliquera dans la prise de décision relativement à la présente demande.

*Au Canada : *Interjurisdictional Support Orders Act*, S.A. 2002, c. I-3.5 (Alberta); *Interjurisdictional Support Orders Act*, S.B.C. 2002, c. 29 (Colombie-Britannique); *Inter-jurisdictional Support Orders Act*, S.S. 2002, c. I-10.03 (Saskatchewan); *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*, c. I60 de la C.P.L.M. (Manitoba); *Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*, L.O. 2002, chap. 13 (Ontario); *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*, L.N.-B. 2016, ch. 102 (Nouveau-Brunswick); *Interjurisdictional Support Orders Act*, S.N.S. 2002, c. 9 (Nouvelle-Écosse); *Interjurisdictional Support Orders Act*, R.S.P.E.I. 1988, Cap. I-4.2 (Île-du-Prince-Édouard); *Interjurisdictional Support Orders Act*, S.N.L. 2002, c. I-19.2 (Terre-Neuve et-Labrador); *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*, L.T.N.-O. 2002, ch. 19 (Territoires du Nord-Ouest); *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*, L.Y. 2001, ch. 19 (Yukon); *Loi sur l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*, L.Nun. 2002, ch. 26 (Nunavut)